

***ASSOCIATION FLES 78***

**Association Fonds Local Emploi Solidarité 78**

**Association Régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**  
*N° SIRET : 439 489 048 00033*

***Siège Social***

***8 passage Paul Langevin***  
***78370 PLAISIR***

**RAPPORTS**

**DU**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Exercice Social**

**Du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024**

## SOMMAIRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes  
Annuels arrêtés au 31 décembre 2024

1 – 4

Comptes annuels au 31 décembre 2024

*Bilan*

*(Plaquette pages 4 à 5)*

*Compte de résultat*

*(Plaquette pages 7 à 8)*

*Annexe*

*(Plaquette pages 10 à 21)*

Rapport Spécial

5

***ASSOCIATION FLES 78***

Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

**Association Régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

N° SIRET : 439 489 048 00033

***Siège Social***

*8 Passage Paul Langevin*

78370 PLAISIR

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice Social

Du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024

**ASSOCIATION FLES 78**  
Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

Association Régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
N° SIRET : 439 489 048 00033

Siège social  
8 passage Paul Langevin  
78370 PLAISIR

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice Social : Du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024

A Mesdames et Messieurs les Membres de l'Assemblée,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 11 avril 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FLES 78, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### ***Justification des appréciations***

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment au regard de la correction d'erreur faisant l'objet de l'observation ci-dessus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents ou mis à leur disposition, sur la situation financière et les comptes annuels.

### ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration du 25 mars 2025.

***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Houdan en 2 exemplaires originaux,  
Le 24 avril 2025



Pour le cabinet JS Expertise

Julie SAUBUSSE  
Mandataire social, Commissaire aux Comptes

## *ANNEXE - Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes*

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



## Bilan

ACTIF				
	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. - Prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et out. industriel				
Autres immobilisations corporelles	38 829	28 579	10 249	9 761
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Participations et Créances rattachés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	3 938		3 938	3 938
<b>Total I : Actif immobilisé</b>	<b>42 766</b>	<b>28 579</b>	<b>14 187</b>	<b>13 699</b>
Stocks et en cours				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	110 774	735	110 039	57 768
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	164 006		164 006	502 813
Valeurs mobilières de placements	1 294 653		1 294 653	1 254 891
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	487 083		487 083	124 443
Charges constatées d'avance	11 520		11 520	250
<b>Total II : Actif circulant</b>	<b>2 068 037</b>	<b>735</b>	<b>2 067 302</b>	<b>1 940 165</b>
Total III : Frais d'émission des emprunts				
Total IV : Primes de remb. des emprunts				
Total V : Ecart de conversion Actif				
<b>Total Général (I + II + III + IV + V)</b>	<b>2 110 803</b>	<b>29 314</b>	<b>2 081 488</b>	<b>1 953 864</b>





## Bilan

PASSIF		
	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)
	Net	Net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	250 000	250 000
Report à nouveau	1 015 755	808 984
Excédent ou déficit de l'exercice	71 244	206 771
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables		
<b>Total I : Fonds propres</b>	<b>1 336 999</b>	<b>1 265 755</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	450 000	410 000
<b>Total II : Fonds reportés et dédiés</b>	<b>450 000</b>	<b>410 000</b>
Provisions pour risques	45 000	73 000
Provisions pour charges	136 404	95 353
<b>Total III : Provisions</b>	<b>181 404</b>	<b>168 353</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	480	886
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 323	8 973
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	106 917	92 410
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	365	462
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		7 025
<b>Total IV : Dettes</b>	<b>113 085</b>	<b>109 756</b>
Total V : Ecart de conversion Passif		
<b>Total général (I + II + III + IV + V)</b>	<b>2 081 488</b>	<b>1 953 864</b>



## Compte de Résultat

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)
Cotisations	474 373	477 113
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	72 734	75 054
dont parrainages		
Concours publics et subventions d'exploitation	244 558	745 905
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	78 353	8 213
Utilisations des fonds dédiés		75 000
Autres produits	47 082	44 194
<b>Total I : Produits d'exploitation</b>	<b>917 100</b>	<b>1 425 480</b>
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	238 189	232 266
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	18 615	15 251
Salaires et traitements	361 451	357 832
Charges sociales	136 503	127 738
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 854	78 566
Dotations aux provisions	41 051	11 065
Reports en fonds dédiés	40 000	410 000
Autres charges	991	5
<b>Total II : Charges d'exploitation</b>	<b>887 654</b>	<b>1 232 723</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>29 446</b>	<b>192 757</b>
Produits financiers de participations	53 264	17 756
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III : Produits financiers</b>	<b>53 264</b>	<b>17 756</b>
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de charge		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV : Charges financières</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>53 264</b>	<b>17 756</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>82 710</b>	<b>210 513</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V : Produits exceptionnels</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	200	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI : Charges exceptionnelles</b>	<b>200</b>	



	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-200</b>	
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	11 266	3 742
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>970 364</b>	<b>1 443 236</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>899 120</b>	<b>1 236 465</b>
Solde créditeur : Excédent	71 244	206 771
Solde débiteur : Déficit		



## Annexe Comptable

### Identification

Identification	
<b>Dénomination / Raison sociale :</b> FLES 78 - Association Fonds Local Emploi Solidarité 78	
<b>Adresse :</b> 8 Passage Paul Langevin	
<b>Code postal :</b> 78370	<b>Ville :</b> PLAISIR
<b>Secteur d'activité :</b> Interventions de toutes natures permettant de faciliter l'insertion de publics en situation précaire	

Il est fait application du règlement ANC n° 2018 - 06

### Méthodes comptables appliquées

Tableau des méthodes comptables appliquées		
Postes		Méthode d'évaluation ou de calcul
Coût d'entrée des immobilisations	Incorporelles / Corporelles	Frais d'acquisition : Immobilisations
	Financières	Frais d'acquisition : Immobilisations
Amortissements des immobilisations corporelles		Amortissement linéaire
Évaluation des stocks		Non applicable
Contrats à long terme et travaux en cours		Non applicable
Engagements de retraite et indemnités assimilées		Provisions (Passif)
Provisions pour indemnités de fin de carrière		136 404 €
Précisions		<p>En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.</p> <p>Depuis 2013, l'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul jusqu'en 2019 était le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la provision a été évaluée en fonction de l'âge des salariés, leur ancienneté, leur salaire mensuel et un âge de mise à la retraite fixé à 65 ans,</li> <li>- en l'absence de convention collective, l'indemnité légale s'applique. Celle-ci est identique à l'indemnité légale de licenciement. Pour chaque année d'ancienneté, un cinquième du salaire mensuel est dû. A compter de la dixième année se rajoute un tiers de salaire mensuel.</li> </ul> <p>Afin d'affiner la qualité de l'information, un chiffrage a été demandé fin 2020 au cabinet en charge de la préparation des paies sur la base d'une mise à la retraite à l'initiative de l'employeur à 70 ans, dans le cadre de l'indemnité légale. L'estimation des indemnités qui seraient dues aux salariés en poste au 31/12/2020 sur la base de l'ancienneté acquise à cette date et des salaires bruts actuels s'élevait à 84 288 Euros.</p> <p>Au 31/12/2023, le même chiffrage a été réalisé par le même cabinet entraînant la comptabilisation d'un complément de provision de 41 051 Euros.</p>

Compte tenu de ce qui précède la réforme des retraites n'a pas eu d'impact sur le montant de cette provision.



## Annexe Comptable

### Durée des amortissements

Nature de l'immobilisation	Durée en années	Mode d'amortissement
<b>A. Construction</b>		
Maisons d'habitations ordinaires		
Maisons ouvrières		
Bâtiments commerciaux		
Bâtiments industriels (non compris la valeur du sol)		
<b>B. Matériel et outillage</b>		
Matériel		
Outillage		
Matériel de bureau	5 à 10	Linéaire
<b>C. Autres immobilisations</b>		
Matériel de transport automobile		
Mobilier	5	Linéaire
Agencements, installation	5	Linéaire
Matériel Informatique	3 à 5	Linéaire



## Annexe Comptable

### Mouvements des immobilisations

Immobilisations : rapprochements entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture, et variation des entrées et des sorties ou mises au rebut de l'exercice				
Immobilisations	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles (I)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	6956	2219		9175
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	25531	4123		29654
Total immobilisations corporelles (II)	32487	6342		38829
Immobilisations financières (III)	3938			3938
Total général (I + II + III)	36425	6342		42767

### Mouvements des amortissements

Amortissements : rapprochements par catégorie d'immobilisations entre les valeurs comptables cumulées à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, et indication des augmentations et diminutions de l'exercice				
Amortissements	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles (I)				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	6956	93		7049
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	15770	5761		21531
Total immobilisations corporelles (II)	22726	5854		28580
Total général (I + II)	22726	5854		28580



## Annexe Comptable

### Mouvement des dépréciations

Dépréciations : rapprochements par catégorie d'actifs entre les valeurs comptables cumulées à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, et indication des augmentations et diminutions de l'exercice				
Dépréciations	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks en cours				
Clients et comptes rattachés	735		735	
Autres actifs	0			
Total général	735		735	

### Mouvement des provisions

Provisions : variations pour chaque catégorie de provisions des montants cumulés à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, et indication des augmentations et diminutions de l'exercice				
Provisions	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques	168353	17251		185604
dont Prov pour risque sur soldes subventions	73000	49200	73000	49200
dont Prov IDR	95353	41051		136404





## Annexe Comptable

### État des échéances des créances et dettes

État des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice				
Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an	
Créances de l'actif immobilisé	3938	0	3938	
Créances de l'actif circulant	273592	273592		
Charges constatées d'avance	11520	11520		
Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	450480	450480		
Fournisseurs et comptes rattachés	5323	5323		
Autres dettes	107037	107037		
Produits constatés d'avance				



## Annexe Comptable

### Faits et autres informations significatives

#### PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Objet Social tel qu'indiqué dans les statuts stipule :

"Le Fonds Local Emploi Solidarité des Yvelines contribue au développement de toutes interventions visant à faciliter l'insertion des publics en situation précaire, notamment ceux bénéficiant de mesures pour l'emploi.

Il apporte un appui promotionnel, pédagogique, technique et financier à la mise en Suvre de la formation et à l'accompagnement vers l'insertion professionnelle. Le FLES peut intervenir sur tous les dispositifs d'insertion professionnelle reposant sur une mise en situation de travail."

La mission sociale du FLES recouvre différentes activités :

- la dispensation de formations avec des formateurs du FLES et l'achat de formations auprès d'organismes prestataires au bénéfice de salariés en insertion des établissements adhérents ou de publics en insertion dans le cadre d'une convention avec un partenaire public
- l'accompagnement dans l'emploi de salariés en insertion dans un établissement adhérent au moyen de réunions d'information et d'entretiens individuels

Territoire d'intervention : Yvelines et Hauts-de-Seine.

Au 31/12/2024, le FLES est dirigé par un conseil de 8 membres bénévoles et emploie 9 salariés : 6 formateurs, 2 personnels administratifs et 1 directeur.

Le siège, établissement unique, est situé 8 Passage Paul Langevin à Plaisir ; les actions du FLES sont régulièrement organisées dans les locaux des établissements adhérents ou partenaires situés sur le territoire d'intervention.

Pour plus de détails, vous pouvez vous reporter au rapport moral.

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS. Il n'y a pas eu de changement de méthode par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du XXXXXXXXXXXXX

#### FAITS SIGNIFICATIFS

Une extension du bail pour les locaux de Plaisir a été négociée courant 2024, permettant à l'Association de disposer d'un étage supplémentaire, dédié aux salles de formation.

#### FONDS PROPRES ET FONDS DEDIES

Voir tableau en compléments d'annexe.

#### SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Le FSE subventionne l'association pour ses actions de professionnalisation auprès de salariés en contrat aidé ou en parcours d'insertion.

La convention pour la période 2024 (N°202300499) pour une enveloppe globale de 225 850 Euros maximum a été signée le 07/03/2024. Un premier versement de 67 755 Euros a été reçu au cours de l'exercice.

L'Association a également perçu au cours de l'exercice le solde de la précédente convention couvrant la période 2021-2023.

Voir tableau en compléments d'annexe.

#### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'Association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature qui restent non significatives au

regard du volume des actions menées. Néanmoins, conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

- Les contributions en travail se sont élevées à 1 158 €, elles sont valorisées au SMIC en vigueur auquel est appliqué un taux de charges patronales de 42%. Le volume d'heures concerné (70 heures) correspond au temps consacré par les administrateurs aux réunions des différents organes de direction (Bureau, Conseil d'administration et Assemblée Générale) ;
- Les dons en nature et la mise à disposition gratuite de biens et services correspondent aux PC remis aux stagiaires à l'issue de leur stage (4 jours de PN ou 6 jours de Bureautique). 151 PC ont ainsi été remis à des stagiaires, représentant 10 570 Euros de mise à disposition gratuite (valorisée au coût d'achat).

#### REMUNERATION DES CADRES DIRIGEANTS

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 Euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 Euros.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

#### HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 896 Euros ttc.

#### Opérations non inscrites au bilan

Tableau des autres opérations non inscrites au bilan à détailler par nature en indiquant l'objectif commercial (PCG art. 531-4-10° et 532-11-11°)	
Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée	Contrat de téléphonie.



## Annexe Comptable

### État des charges à payer

Compte	Libellé	Montant
408	Fournisseurs	3775
428	Personnel	30806
438	Organismes sociaux	15095
448	État	3
468	Divers	

### État des produits à recevoir

Compte	Libellé	Montant
418	Clients	
428	Personnel	
438	Organismes sociaux	
448	État	
468	Divers	



## Annexe Comptable

### État des charges constatées d'avance

Compte	Libellé	Montant	Commentaires
48600000	Charges constatées d'avance	11520	Charge courante de l'association dont la période dépasse l'exercice



**Détail des Subventions :**

Nom du Subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
FSE 2021 - 2023	actions 2021/2022/2023		457 428			
FSE 2024	actions 2024	225 850	67 755	158 095		
DDETS - FDI SIAE	2022-2023		14 340			
DDCS - DRJSCS BAFA 22/23	BAFA 2022 - 2023					7 025
PTCE BOP 104	BOP 104 2023		7 000			
PTCE BOP 104	BOP 104 2024	4 200		4 200		
ASP / France Travail	Contrats Aidés	9 991	9 991			
<b>TOTAL</b>		<b>240 041</b>	<b>556 514</b>	<b>162 295</b>	<b>-</b>	<b>7 025</b>

**Détail des Fonds Propres :**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	250 000				250 000
Report à nouveau	808 984	206 771			1 015 755
Excédent ou déficit de l'exercice	206 771		71 244	206 771	71 244
Dont générosité du public	0				0
<b>Situation nette</b>	<b>1 265 755</b>	<b>1 012</b>	<b>206 771</b>	<b>1 012</b>	<b>1 336 999</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>				<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 265 755</b>				<b>1 336 999</b>



**Détail des Fonds Propres (suite) :**

Nature du report à nouveau	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		1 015 755
<b>SOLDE</b>		<b>1 015 755</b>

**Analyse des fonds dédiés**

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fds Dédié à la réalisation de formations	410 000				40 000	450 000	0
<b>TOTAL</b>	<b>410 000</b>				<b>40 000</b>	<b>450 000</b>	<b>0</b>

Le fonds dédié créé en 2022 avait été crédité de 410 000 € en 2023 afin de couvrir les achats de formation des 3 exercices suivants, les conventions FSE 2021/2022/2023 et 2024 ne comprenant plus de financement pour les formations achetées. Au regard du coût moyen des formations, un transfert de 40 000 euros supplémentaires a été réalisé en 2024 afin de disposer d'un fonds permettant de couvrir en permanence 3 années de formations.



***ASSOCIATION FLES 78***

Association Fonds Local Emploi Solidarité 78

**Association Régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

N° SIRET : 439 489 048 00033

***Siège Social***

*8 passage Paul Langevin*

*78370 PLAISIR*

**RAPPORT SPECIAL**

**DU**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Assemblée Générale du 29 AVRIL 2025



**ASSOCIATION FLES 78**  
**Association Fonds Local Emploi Solidarité 78**

**Association Régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**  
**N° SIRET : 439 489 048 00033**

**Siège social**  
**8 passage Paul Langevin**  
**78370 PLAISIR**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes  
sur les conventions réglementées**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Houdan, le 24 avril 2025, en 2 exemplaires originaux

Pour le Cabinet JS Expertise



**Julie SAUBUSSE**  
Mandataire Social, Commissaire aux Comptes